

Il faut remonter à la Libération :

« Une seule armée, une seule police, un seul Etat »

MAIS cette erreur n'est malheureusement pas seulement une erreur du moment; elle se rattache à toute la politique de la direction du P.C.F. depuis la fin de la guerre.

A cette époque, l'Etat bourgeois dirigé par Pétain et soutenu par l'armée allemande s'était effondré. Un gouvernement provisoire s'installa sous la direction de de Gaulle, comprenant des ministres communistes, socialistes, M.R.P., etc. Mais, dans le pays, le pouvoir appartenait effectivement aux Comités de la Résistance, aux milices ouvrières patriotiques, aux F.F.I. A la base, ceux-ci constituaient des organismes de pouvoir qui ne dépendaient pas du gouvernement de de Gaulle; celui-ci n'avait pas autorité propre. Les hommes qui dans les villes et

les campagnes disposaient du pouvoir réel étaient essentiellement des travailleurs, membres des Partis communiste et socialiste, dont les aspirations étaient de créer un monde nouveau, un monde socialiste.

Que fit à cette époque la direction du P.C.F.? Chacun se souvient du discours d'Ivry de Thorez, retour d'U.R.S.S. Il fallait dissoudre les milices, il fallait rendre les armes, pour qu'il y ait « une seule armée, une seule police, un seul Etat », selon les propres termes de Thorez à Ivry. C'est cette armée et cette police de l'Etat bourgeois qui, aujourd'hui, viennent de porter de Gaulle au pouvoir personnel, de placer le pays sur la voie de la dictature militaire.

UNE DEMOCRATIE D'UN TYPE NOUVEAU

POURQUOI la direction Thorez défendit-elle, à l'époque une telle politique? Tout simplement parce que cela entraînait dans une conception dont Thorez devait se targuer plus tard d'être un précurseur lorsqu'elle fut formulée par Khrouchtchev sous le nom des « voies nouvelles » au 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. en 1956.

Selon cette conception de Thorez, après la Libération, la France connaissait une démocratie d'un type nouveau, différente de nature de la démocratie bourgeoise de jadis et caractérisée par le fait qu'elle pourrait par la voie parlementaire conduire, à une étape ultérieure, indéterminée, au socialisme. C'était une révision profonde de l'enseignement marxiste sur l'Etat et sur la démocratie bourgeoise. Pour les marxistes, la démocratie parlementaire n'est qu'une forme politique de la domination du capitalisme sur la société, une forme que la bourgeoisie utilise aussi longtemps qu'elle lui est utile, mais qu'elle n'hésite pas à écarter, par la force, quand cette forme se montre incapable de maintenir son hégémonie sur la société. La conception des « voies nouvelles », il est vrai, n'excluait pas de façon absolue la nécessité d'un recours à la violence pour passer du capitalisme au socialisme; mais ce n'était qu'une éventualité possible, toute la politique du P.C. restant basée essentiellement sur la progression de la classe ouvrière vers le pouvoir par les voies légales et parlementaires.

Ainsi, au lendemain de la guerre, grâce à l'autorité de la direction du P.C.F., les milices furent dissoutes, les armes rendues, l'économie et l'Etat bourgeois restaurés. Il fallait retrousser les manches, « produire d'abord ». La grève était « l'arme des trusts ». L'armée et la police bourgeoises furent reconstituées. Ainsi furent créés des régiments de parachutistes, des corps de C.R.S. qui, eux, avaient une toute autre conception du fonctionnement de la société, et qui — tout en étant les forces armées reconnues par la loi — n'avaient qu'une attitude méprisante envers les méthodes parlementaires et légales.

Même après que les communistes aient été éliminés du gouvernement — où ils avaient tout juste procédé à des réformes sans porter atteinte au cadre de l'Etat bourgeois — la direction du P.C.F. a construit toute sa politique sur les méthodes parlementaires et légales. Pour toute question sur laquelle elle voulait faire adopter une solution dans la politique du pays, elle mit en avant comme méthode d'action principale la signature de pétitions, les démarches auprès des parlementaires. Elle subordonna aussi toute une série de questions importantes, touchant les intérêts de classe des travailleurs, à la recherche d'accords avec des ailes de la bourgeoisie, qu'elles fussent de gauche ou de droite. Rappelons seulement pour mémoire la lutte contre la C.E.D. au cours de laquelle la direction du P.C.F., recherchant l'accord de tous les « bons Français », mit en sourdine les revendications de classe pour s'entendre avec des réactionnaires, y compris des gaullistes d'aujourd'hui.

L'abandon de la Révolution algérienne

CETTE politique de recherche d'accords parlementaires à tout prix a eu ses applications et ses conséquences les plus néfastes dans la question de l'Algérie.

Au moment où le peuple algérien se lança dans la lutte pour son indépendance, la direction du P.C.F. qui cherchait à gagner une aile de la bourgeoisie et de la social-démocratie pour une conférence est-ouest au sommet, eut une politique d'abandon de la lutte, de la révolution du peuple algérien. Thorez affirmait que l'Algérie était une « nation en formation », que l'indépendance ne se posait donc pas, qu'il fallait en tout cas que l'Algérie maintienne des liens avec la France qui y avait des intérêts à préserver. Dans ces conceptions s'exprimait tout simplement la capitulation devant la bourgeoisie française qui a des intérêts en Algérie, alors que le seul intérêt des travailleurs français réside dans la défaite de leur propre bourgeoisie par la révolution algérienne.

Après les élections du 2 janvier 1956, la direction du P.C.F., croyant, en votant pour le gouvernement Guy Mollet, obliger celui-ci à pratiquer une politique en certains points favorables au Kremlin, vota les « pleins pouvoirs » pour l'Algérie le 12 mars 1956, vote qui permit d'y instaurer le régime qui a engendré finalement le coup de force dont de Gaulle vient de tirer parti.

Jamais la direction du P.C.F. ne mena une lutte conséquente contre la guerre d'Algérie. Quand les rappelés en avril-mai 1956 manifestaient à travers le pays, elle ne fit rien sinon que dénoncer les « provocateurs » qui, à Grenoble et à Rouen, empêchaient les trains de partir.

Les travailleurs algériens furent laissés à eux-mêmes au moment où ils connaissaient la plus effroyable des répressions.

Enfin, dès que le danger gaulliste devint menaçant, la direction du P.C.F., orientée uniquement sur des méthodes de lutte parlementaires, abandonna les quelques progrès qu'elle avait faits verbalement dans la question algérienne et soutint sans réserve... le gouvernement Pflimlin qui se prononçait pour une extension de la lutte contre le peuple algérien. C'est ainsi

Notre Permanence :

64, Rue de Richelieu, Paris (2^e)

Téléphone: RIC 03-52 (Bureau 30)

En semaine, de 17 à 19 heures

Le samedi, tout l'après-midi